

Forum : Forum Citoyen sur la Migration

Thématique : Face au vieillissement des pays du Nord, les jeunes migrants sont-ils la solution ?

Nom du Citoyen: Colm Power

Situation familiale • Marié/en couple ○ Célibataire ○ Avec enfants, si oui combien _____	Niveau d'étude ○ Primaire ○ Secondaire • Universitaire
---	---

1. De quelle manière êtes-vous concerné par le sujet ?

Je m'appelle Colm Power, j'ai 48 ans et je suis responsable de « l'attractivité » au sein d'une collectivité municipale en Cornouailles, dans le sud-ouest du Royaume-Uni. Mon travail quotidien consiste à postuler à toutes les initiatives et programmes disponibles pour rendre ma municipalité plus dynamique et, surtout, pour éviter un dépeuplement qui menace directement notre communauté.

Dans notre région, le vieillissement de la population n'est pas une simple théorie, c'est une réalité que je vois chaque jour en me promenant dans nos rues. Nos séniors ont besoin de soins, de structures adaptées et de services de proximité, mais nous manquons cruellement de bras et de personnes qualifiées pour s'en occuper. Je suis convaincu que l'arrivée de familles jeunes permettra non seulement de leur offrir un cadre de vie sécurisant, mais aussi de redynamiser l'économie locale, de remplir nos écoles et de redonner de la vie à notre municipalité.

Du point de vue personnel, ma vie et mon engagement professionnel sont ancrés dans le souhait de préserver notre territoire pour les générations futures. Mais les chiffres à l'échelle internationale reflètent exactement ce que nous subissons localement : dans la zone OCDE, le taux de dépendance des personnes de 65 ans et plus par rapport aux actifs va passer de 31 % en 2023 à 53 % d'ici 2050. Cette évolution démographique crée une pression immense, à tel point qu'en 2024, 75 % des recruteurs au niveau mondial rapportaient des pénuries de talents.

Dans le secteur médical et de la santé, cette présence étrangère est déjà indispensable : les travailleurs nés à l'étranger représentent 25 % des médecins et 16 % des infirmiers dans les pays de l'OCDE, et le besoin annuel de recrutement dans le secteur du soin continue d'augmenter de 2,5 % par an jusqu'en 2030. Sachant que 60 % à 70 % des flux migratoires concernent des jeunes de 18 à 35 ans, je vois en ces jeunes migrants une véritable opportunité pour revitaliser nos petites communes du Nord qui s'éteignent doucement.

2. Que proposez-vous à votre échelle ?

À mon échelle municipale, je ne crois pas que l'on puisse traiter la question du vieillissement de nos populations sans ouvrir nos portes de manière structurée et humaine. L'immigration ne doit pas être vue comme une charge, mais comme un levier indispensable pour maintenir nos services publics et notre qualité de vie. C'est pour ça que j'attends actuellement la réponse du Targeted Enhanced Recruitment Scheme (TERS) afin de pouvoir enfin ouvrir un centre de soins dédié à nos seniors. En parallèle, j'ai également déposé une candidature auprès du UK Resettlement Scheme (UKRS) dans l'espoir d'accueillir des familles réfugiées à Cornouailles.

Il est également primordial de favoriser le dialogue social au niveau local. Sans des politiques d'intégration ambitieuses, les jeunes migrants risquent de rester en marge sans pouvoir participer pleinement à la vie de la commune. En effet, la migration ne compense le déclin de la population active que dans 27 % des territoires européens, et elle reste trop souvent concentrée dans les grandes zones urbaines au détriment des zones rurales comme la nôtre qui en ont le plus besoin. De plus, les chiffres montrent une vraie vulnérabilité chez ces jeunes qu'il faut absolument corriger : en 2023, le taux de chômage des jeunes non-européens dans l'UE atteignait 15,1 % contre 10,9 % pour les nationaux, et 21,5 % d'entre eux se retrouvaient sans emploi ni formation, tout en faisant face à un risque de pauvreté ou d'exclusion sociale de 47,2 %.

C'est pourquoi je propose d'organiser au niveau de notre collectivité des rencontres citoyennes et des espaces d'échange entre les habitants historiques et les nouveaux arrivants pour briser les préjugés et construire des projets communs.

Enfin, pour que des petites municipalités comme la nôtre réussissent cette transition, le gouvernement central et les institutions internationales doivent nous aider. Nous demandons des subventions directes pour financer les infrastructures d'accueil, ainsi qu'une simplification des démarches administratives pour permettre aux collectivités locales d'accueillir et d'intégrer plus rapidement ces jeunes travailleurs et leurs familles.